N° 50. Deuxième Année — 7 Novembre 1908

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI — HUIT PAGES — LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VIe, de 5 h. à 7 h. | ABONNEMENTS { Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr. ETRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Révision marxiste. — BRACKE.
Il y a réformes et réformes ou deux sortes de réformes. — Dr Ant. PANNEKOCK.
A propos d'un jubilé. — F. DANN.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
La Loi de 1884 et M. Viviani. — Ch. VÉRECQUE.
Signes précurseurs. — Ch. BONNIER.
Bâtons flottants. — MAUSSA.
L'Evolution économique et les sabotiers ruraux. — Louis CROISÉ.
Les Leçons de Stuttgart. — Ch. DUMAS.
Le Congrès de Marseille (suite du compte rendu).
Le Répertoire capitaliste. — V. MAGE.
L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.
La Presse corporative.
La Presse socialiste.

REVISION MARXISTE

L'organe central du Parti, le *Socialiste*, a commencé la publication en feuilleton d'une importante brochure de notre amie Rosa Luxemburg : *La grève en masse, le Parti et les Syndicats.*

Publiée un peu avant le Congrès international de Stuttgart, il était bon qu'elle fut mise, en français, à la disposition de nos camarades.

On y trouvera une étude, vivement poussée et à fond, sur les enseignements qu'ont fournis à la classe ouvrière, pour son action, les luttes prolétariennes de ces dernières années et particulièrement les péripéties de la Révolution russe.

C'est Marx qui a écrit que les révolutions prolétariennes se critiquaient sans cesse elles-mêmes. Et c'est conformément à la méthode de Marx et d'Engels que notre vaillante camarade a pris sa part de la revue des armes, soit nouvelles, soit renouvelées, que la classe ouvrière trouve à sa disposition dans sa bataille, qu'elle aiguise, fourbit et perfectionne dans cette bataille même.

Bel exemple de la « revision » marxiste opposée aux « révisionnismes » de tout acabit.

C'est un fait, en effet, digne de remarque. A chaque instant, des « révisionnistes » se proposent de démolir les « doctrines marxistes », et tout ce qu'ils trouvent à apporter à la place, c'est du vieux neuf, des antiquailles retapées de Bakounine, de Proudhon, de Louis Blanc, dès longtemps dépassées, réfutées et reléguées avec raison au rancart. Les « doctrines marxistes » ne s'en portent pas plus mal, au contraire.

Au rebours, ce sont les marxistes prétendus « orthodoxes », soi-disant figés dans un dogme immuable, qui tirent des événements, de l'observation des faits économiques, les éléments nécessaires à la précision, à la rénovation, au perfectionnement de la doctrine socialiste. Non pas en rompant avec la méthode fournie par Marx et Engels, avec la théorie de la valeur et la conception matérialiste de l'histoire, mais au contraire, en se servant de cet outil pour pénétrer plus avant dans le fonctionnement du système capitaliste, pour suivre le mouvement du prolétariat dans les conditions changeantes que lui fait l'histoire.

Ce sont des « orthodoxes », c'est Kautsky, c'est Paul Lafargue, c'est Parvus, c'est Renner, c'est Mehring et d'autres encore qui, fidèles à l'esprit des « maîtres », c'est-à-dire des éducateurs, ont apporté à la doctrine les seuls renouvellements solides et les seules « révisions » utiles. Tantôt pour expliquer l'histoire des grandes révolutions politiques, économiques, intellectuelles qui se sont succédé dans le passé ; tantôt pour débrouiller l'écheveau compliqué des mouvements « nationaux » au XIXe et au XXe siècle ; tantôt pour faire voir à l'œuvre la concentration et l'accumulation des capitaux par les moyens modernes ; pour analyser la genèse et l'œuvre des *trusts ;* pour expliquer le mécanisme des « crises » ; pour interpréter les formes nouvelles de la politique coloniale, clef de voûte de l'expansion capitaliste à l'heure présente.

Un travail comme celui de Rosa Luxemburg fournit une nouvelle preuve de ceci : ce sont les prétendus « révisionnistes » qui sont rétrogrades quand ils ne sont pas antédiluviens, et ce sont les soi-disant « marxistes orthodoxes » qui font progresser la doctrine, qui contribuent à la compléter par des gains « positifs » — puisque ce mot est si à la mode.

On le lira avec fruit après le Congrès de Sttugart. Car un des points qui en ressortent avec éclat, c'est l'unité nécessaire de l'action du prolétariat, tant sous sa forme syndicale que sous sa forme politique.

Il vient bien à point surtout au lendemain de notre Congrès de Toulouse, où le Parti a fait effort pour classer et mettre en ordre, si l'on peut dire, les moyens d'action de la classe ouvrière dans sa lutte pour la conquête du pouvoir.

C'est surtout à la critique de la « grève générale » que Rosa Luxemburg apporte sa lucide contribution.

On remarquera combien ses conclusions touchent de près celles que le Parti socialiste de France avait soumises au Congrès international d'Amsterdam dans une résolution prise à l'unanimité à son Congrès de Lille.

Nous y reviendrons.

BRACKE

Avis aux Abonnés

Le 15 Novembre courant, *le Socialisme* **a accompli sa première année d'existence.**

Les abonnements d'*un an,* **contractés à partir du premier numéro de notre journal-revue, sont donc expirés, ainsi que les abonnements du** *deuxième semestre,* **et devront être renouvelés** *avant la fin du mois.*

Les abonnés du *Socialisme* **sont instamment priés d'adresser le montant de leur renouvellement** *par bons de poste ou mandats* **de 3 ou 6 francs à l'administrateur-délégué, 15, rue Visconti. Paris (6e).**

A défaut de réponse de leur part au présent avis, il leur sera présenté, dans le courant de Décembre prochain, un recouvrement postal de 6 fr. 25.

En raison du travail considérable qu'occasionnent les recouvrements postaux et des frais qu'ils entraînent, nous avons dû renoncer à percevoir par la poste des abonnements de six mois et nous insistons tout particulièrement auprès de nos abonnés pour qu'ils nous fassent parvenir directement leur abonnement.

IL Y A RÉFORMES ET RÉFORMES

OU

Deux sortes de Réformes

Dans tous les débats en ces dernières années la question du rapport entre la Révolution et la Réforme joue un rôle prépondérant. On l'a vu aux Congrès de Nuremberg et de Toulouse.

On cherche à opposer la Réforme à la Révolution. On accuse les camarades intransigeants, toujours préoccupés de la Révolution, c'est-à-dire de la tranformation totale, de négliger la Réforme. Et on leur oppose cette conception qui prétend que la Réforme systématiquement et méthodiquement réalisée dans la société actuelle mène au socialisme sans qu'une rupture violente soit nécessaire.

Le mépris de la réforme est plutôt anarchiste que socialiste. Il est aussi peu justifié que la conception réformiste. La Révolution ne peut, en effet, s'opposer à la Réforme parce qu'elle se compose, en dernier lieu, des réformes, mais des réformes socialistes.

Pourquoi cherchons-nous à conquérir le pouvoir si ce n'est pour accomplir des réformes sociales décisives dans le sens socialiste ? Il se peut que quelques cerveaux anarchistes

(1) Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer à Nuremberg le camarade Ant. Pannekock, le grand théoricien marxiste hollandais, collaborateur de la *Neue Zeit* et du *Leipziger Volkszeitung,* qui nous a promis sa collaboration permanente. Nous sommes heureux de pouvoir donner comme sa première contribution au *Socialisme* une étude sur la Réforme et la Révolution, sujet qui depuis le Congrès de Toulouse a gagné en actualité.

CH. R.

ou bourgeois conçoivent l'idée de la destruction de la vieille société et l'introduction d'un nouveau mode de production à l'aide d'un décret. Mais, nous socialistes, nous savons qu'un nouveau mode de production ne s'improvise pas comme par enchantement : il ne peut que procéder de l'ancien par une série de réformes. Mais ces réformes *à nous* seront tout à fait d'un autre genre que celles des bourgeois les plus radicaux. L'énoncé de ces réformes ferait frémir les réformistes bourgeois qui dissertent à perte de vue dans les Congrès sur la réforme sociale, se plaignant de leurs difficultés. Par contre, les cœurs prolétariens en sauteraient de joie. C'est seulement lorsque nous aurons conquis le pouvoir, que nous pourrons faire une œuvre entière. Une fois maître de ce pouvoir et n'ayant plus à tenir compte des intérêts capitalistes, le Prolétariat aura à détruire du tout au tout, jusqu'à la racine, les misères de notre régime. Alors on avancera rapidement, tandis que maintenant chaque pas doit être péniblement conquis et défendu et souvent les positions conquises sont reperdues. Ce sera l'ère de la vraie réforme en comparaison de laquelle les plus grandes réformes de la bourgeoisie ne sont que du mauvais travail.

Après avoir conquis le pouvoir, le prolétariat ne peut avoir qu'un seul et unique but : la suppression de sa misère par la suppression des causes qui l'engendrent. Il supprimera l'exploitation des masses populaires en socialisant les monopoles et les trusts. Il mettra fin à l'exploitation de l'enfance, et consacrera de larges ressources à l'éducation physique et intellectuelle des enfants du peuple. Il supprimera le chômage en fournissant un travail productif à tous les chômeurs. Il trouvera les ressources pour son œuvre réformatrice dans les richesses colossales accumulées. Il assurera et développera la liberté enfin conquise par la réalisation complète de la démocratie et de l'autonomie.

La Révolution sociale n'est pas autre chose que cette réforme sociale. En réalisant ce programme, le prolétariat révolutionne le mode de production. Car le capitalisme ne pourrait subsister sans la misère prolétarienne. Une fois le pouvoir politique conquis par le prolétariat et le chomage supprimé, il sera facile pour les organisations syndicales de faire hausser considérablement les salaires et améliorer graduellement les conditions du travail — jusqu'à la disparition du profit. L'exploitation deviendra si difficile que les capitalistes sont obligés d'y renoncer. Les ouvriers prendront leur place et organiseront la production en se passant des parasites. L'œuvre positive de la Révolution commencera. La réforme sociale prolétarienne mène directement à la réalisation complète du socialisme.

Par quoi se distingue la Révolution de ce que l'on appelle aujourd'hui la Réforme sociale ? Par sa profondeur. La Révolution, c'est une série de réformes profondes, décisives. D'où ce caractère décisif ? Il vient de la classe qui les accomplit. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie ou même la noblesse qui détient le pouvoir. Tout ce que ces classes font, elles le font naturellement dans leur propre intérêt. C'est dans leur intérêt propre qu'elles accordent aux ouvriers quelques améliorations. Aussitôt qu'elles s'aperçoivent que les réformes n'arrivent pas à mater la classe ouvrière, elles commencent à confectionner de nouvelles lois d'un caractère oppressif. En Allemagne, ce sont des lois contre la liberté de réunion, contre les coopératives, les caisses de maladie, etc. Après la Révolution, le prolétariat agira dans son propre intérêt, en faisant agir pour lui-même la machine d'Etat. La différence de la Révolution et de la réforme sociale actuelle réside, par conséquent, dans celle de la classe détenant le pouvoir politique.

Ceux qui croient que nous arriverons à réaliser graduellement le socialisme par la réforme sociale dans le régime actuel méconnaissent l'antagonisme des classes qui détermine celui des réformes. La réforme sociale actuelle, ayant comme but de conserver le système capitaliste, se trouve opposée à la réforme sociale prolétarienne de demain qui aura le but contraire, la suppression de ce système.

Le lien organique existant aujourd'hui entre la Réforme et la Révolution est tout autre. En luttant pour la Réforme, la classe ouvrière se développe, se fortifie. Elle finit par conquérir le pouvoir politique. C'est là l'unité de la Réforme et de la Révolution. C'est seulement dans ce sens spécial que l'on peut dire que, dès maintenant, nous travaillons chaque jour à la Révolution.

Dr Ant. PANNEKOCK.

A propos d'un Jubilé

Il y aura ces jours-ci 25 ans que parut la brochure de Plekhanow intitulée *« Le Socialisme et la lutte politique »*, brochure qui fut publiée par la première organisation social-démocrate russe: le groupe de l'*Emancipation du Travail*. Ce groupe fut fondé en 1883 ; il comprenait Plekhanow, Axebrod, Deïwch, Vera Zatsoulihel et Ignatow. Il fut l'initiateur du mouvement social-démocrate en Russie, et ses militants ont tous été nourris à sa pensée.

Rarement un jubilé aura fait si pen de bruit, rarement cependant il aura eu un sens si profond, si riche d'enseignements.

Lorsqu'il y a un quart de siècle, les social-démocrate de Russie se firent entendre pour la première fois, des montagnes de préjugés leur barraient le chemin, préjugés engendrés par l'état rétrograde où se trouvait la Russie au point de vue politique comme au point de vue social.

Deux organisations étaient alors en présence, formées des débris de l'organisation primitive : La terre et la liberté (Zenlia i Volia), c'étaient : *La répartition du sol* et la *Volonté du Peuple*. Toutes deux étaient socialistes. Mais la première personnifiait la lutte sociale « apolitique » et récusait même la politique comme une affaire bourgeoise ; l'autre, au contraire, se basait essentiellement sur la lutte politique, ajournait même l'action socialiste, jusqu'au moment où, le pouvoir conquis de haute lutte par une poignée d'audacieux conspirateurs terroristes, il lui serait permis de procéder à la réforme radicale du système politico-social. Socialisme sans politique, et politique sans socialisme : tel était l'état de chose dans le milieu révolutionnaire.

Cette rupture entre la politique et le socialisme était inévitable étant donnée la base où les organisations révolutionnaires russes avaient surgi et évoluaient. La pensée de la classe paysanne venait à peine de sortir des chaînes de l'esclavage et déjà elle était en proie à la double oppression du capitalisme, en voie de développement, et des méthodes asiatiques de gouvernement, transformant cette évolution capitaliste en facteur de paupérisation.

Le prolétariat n'avait pas encore rompu les liens qui l'attachaient au sol.

La bourgeoisie, ivre de l'orgie d'entreprises à laquelle elle venait de se livrer et prise de satiété, se taisait politiquement. La petite et la moyenne noblesse, au contraire, arrachées à leurs vieux privilèges par l'irruption du capitalisme dans la campagne, prenait une attitude libérale.

Dans ces conditions, les « intellectuels » révolutionnaires, sortis des rangs de la moyenne noblesse propriétaire, du clergé des campagnes, du moyen fonctionnariat et de la bourgeoisie patriarcale, ne vit dans le prolétariat qu'une « plaie », un malheur, un produit artificiel, un résultat du capitalisme ; la bourgeoisie : une poignée méprisable de moujiks et d'usuriers, et le capitalisme lui-même, rien autre qu'une chose mort-née. Ces intellectuels croyaient la Russie soumise à un système spécial d'évolution ; ils croyaient que l'agriculture, avec son système communiste, transporterait la Russie tout droit, sans qu'elle eût presque à passer par le capitalisme, de la barbarie asiatique dans le royaume du socialisme. Cette conception donna naissance à une théorie révolutionnaire d'un genre spécial, dans laquelle les vieilles théories slavophiles s'alliaient agréablement à des débris de marxime économique, de socialisme utopique, d'anarchisme bakounien et de blanquisme français.

Contre ces préjugés apportés par la tradition et qui, de nos jours encore, renaissent sans cesse sous des formes toujours nouvelles, la lutte s'imposait pour les premiers social-démocrates du groupe : *La répartition du sol.*

Sa compréhension de la nécessité d'un mouvement de masse rendait ce groupe plus apte que toute autre organisation à un travail de critique, devenu indispensable, lorsqu'on s'aperçut, au début de 1880, que la lutte socialiste de *La répartition du sol* se heurtait à des difficultés politiques insurmontables. L'absence de cette compréhension chez les membres de la *Volonté du Peuple* fut la cause de leur échec.

La lutte politique restait inconcevable sans un mouvement de masse, autrement dit la lutte politique devait se transformer en un mouvement de masse : tel devait être le point de départ de l'œuvre de critique, que le groupe de la *Répartition du sol* s'imposait.

Et de même que cela s'était produit ailleurs, la solution de cette question de relation entre le socialisme et la lutte politique mit les socialistes de Russie sur la voie de la social-démocratie internationale.

Ce qui leur facilita ce passage ce fut ce fait que, chassés des positions qu'ils occupaient à la campagne, ils s'étaient vus forcés, dès la fin de 1870, de concentrer vers la ville une grande partie de leurs forces. Ils y trouvèrent un prolétariat qui commençait déjà à se manifester dans de grandes grèves économiques. C'est ainsi, dit Axebrod, que dans les cadres mêmes de la conception bakounienne l'action des membres de *La Répartition du sol* se transforma aux trois quarts en action social-démocrate par l'entrée insensible de ceux-ci dans le mouvement. « Au commencement était... l'action ».

Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, avant d'entrer définitivement dans la voie de la social-démocratie, les imitateurs du groupe *l'Emancipation du Travail* eurent à renverser de véritables montagnes de préjugés, et à soumettre à une révision radicale la théorie de la pratique révolutionnaire alors en faveur.

Outre les relations à définir entre le socialisme et la politique, il fallut examiner les méthodes de lutte politique, rejeter la méthode conspirative, et affirmer que l'action politique devait être une action de masse.

Ceci fait, il s'agissait de savoir où trouver en Russie cette masse populaire, susceptible d'être l'avant-garde du mouvement émancipateur, et de démontrer que ce n'était point à la classe paysanne, mais au prolétariat industriel qu'appartenait cette initiative.

Mais pour avoir le droit de transférer ce rôle au prolétariat, il fallait, étant données les circonstances, une justification historique du fait lui-même de l'existence en Russie d'un prolétariat en tant que classe. Ce qui venait à montrer d'un côté, le capitalisme russe non comme une chose d'exportation, un produit artificiel, un phénomène « mort-né » mais comme le produit inévitable du développement socialo-économique, qui l'avait devancé en Russie, et une phase indispensable de celui qui allait suivre.

Et cette explication nécessitait une rupture complète avec la philosophie idéalo-subjective et la sociologie de même genre qui se trouvaient à la base de l'idéologie révolutionnire jusque là prédominante.

En un mot, la révision devait être complète, au point de vue économique comme au point de vue politique, à celui de la tactique comme à celui de la théorie.

Aujourd'hui, après 25 années de développement, des faits éclatants viennent justifier la critique du groupe l'*Emancipation du travail*. Alors et longtemps après encore, jusque vers la fin de 1890, le groupe ne cessa de poursuivre son œuvre de critique, de polémique, pour montrer les « destinées du capitalisme » et que ce capitalisme et la classe ouvrière qu'il engendrait étaient un phénomène naturel de l'état de choses russe, que la prochaine révolution ne pouvait être en elle-même autre chose qu'une révolution *bourgeoise*; que le socialisme, en Russie comme ailleurs, devait être prolétarien ou ne pas être ; que

la liberté politique, et par conséquent, dans des circonstances données, la domination bourgeoise et le libre développement de la société bourgeoise, n'étaient que des étapes nécessaires et progressives de la lutte pour le socialisme.

Toutes ces affirmations s'opposaient tellement aux conceptions traditionnelles qu'on avait de la Russie que les social-démocrates de l'Europe occidentale eux-mêmes se méprirent souvent sur l'attitude de la social-démocrate russe ; on s'était figuré, consciemment ou inconsciemment, que la Russie était un « pays spécial » pour lequel les lois ordinaires n'étaient point faites.

Pour mener à bien cette œuvre gigantesque, pour deviner les destinées de ce développement capitaliste encore dans l'enfance et les rapports de classe qui surgiraient sur ce terrain, pour ébranler, jusqu'à la base, les théories erronées qui avaient dominé jusque là en Russie, pour enfin préparer la voie à la social-démocratie, il fallait une arme de tout repos : cette arme, donnée par le groupe de l'*Emancipation du travail*, c'était le *marxisme*.

Mais il ne suffisait pas de savoir manier cette arme, il fallait la manier de main de maître pour résoudre les grands problèmes qui s'offraient et adapter la méthode marxiste aux conditions socialo-politiques de la nation.

Voilà pourquoi le groupe de l'*Emancipation du Travail* fut non seulement le premier noyau de la social-démocratie mais encore occupa bientôt une des places les plus en vue dans le marxisme international révolutionnaire.

Sous son influence immédiate, le mouvement socialiste se développa dans les différentes nationalités de l'empire et dans les pays subissant l'influence de la civilisation russe (Serbie, Roumanie, etc., etc., aujourd'hui sur la Perse), et ce pendant que, d'autre part, ses membres prenaient une part éminente dans la solution des questions socialistes débattues au sein de l'Internationale. Partout, par la parole ou la plume, ils se firent les champions de la pensée marxiste révolutionnaire contre le « révisionnisme » russe et international, quelque fût la nuance dont se colorât celui-ci : réformisme ou anarchisme.

De plus, un des membres du Groupe, G. Plekhanow, est resté jusqu'à présent le seul théoricien marxiste, menant et ayant mené la bataille systématiquement contre ce révisionnisme philosophique, qui, dans ses efforts pour miner les bases dialectico-matérialistes des théories marxistes, est en réalité l'expression généralisée de tous les genres de « révisionnismes » politique et social.

En jetant un regard sur le travail accompli, le Groupe de l'*Emancipation du Travail* peut avec raison se glorifier des résultats obtenus. Est-il utile de remarquer que le Groupe ne s'est pas contenté de ce travail de théorie et de propagande. Ses membres furent en tout temps les collaborateurs infatigables des organes de combat de la social-démocratie russe *Iscra* et la *Zarica* (L'Etincelle et l'Aurore) et prirent leur part dans l'œuvre tout entière d'organisation et d'émancipation poursuivie par la social-démocratie, en Russie et à l'étranger.

Aujourd'hui tous les membres de ce groupe (à l'exception de Ignatow mort en 1885) sont à la tête de la fraction dite « minoritaire », (expression erronée car cette fraction constitue en réalité, au point de vue numérique, la majorité du parti social-démocrate). C'est à P. Axelrod et à G. Plekhanow, qu'est confiée la direction de l'organe social-démocrate actuel : *La Voix du Social-démocrate*.

L'œuvre accomplie par le Groupe de l'*Emancipation du Travail* fait de son jubilé le jubilé de la social-démocratie internationale tout entière. Comme Colomb, ce groupe a découvert un monde nouveau au socialisme international, et ce monde c'est la Russie.

F. DANN.

ABONNEZ-VOUS

à la Revue Internationale

LES DOCVMENTS DV PROGRÈS

(Voir aux Annonces)

Au Jour le Jour

La Camelote

Si les viticulteurs du Midi s'imaginent être seuls à souffrir de la « fraude », ils se trompent singulièrement.

Une des Commissions de statistique *nommées par l'autorité supérieure* dans le département de l'Aube nous apprend, en effet, que, pour la seule commune des Riceys, la récolte annuelle est de 8.000 hectolitres — ce qui n'empêche pas qu'il en est vendu 25.000 environ tous les ans.

Et comme ce sont justement les petits propriétaires qui se plaignent de la « mévente », on devine sans trop de peine à qui l'on doit cette « surproduction » aussi anormale qu'extranaturelle.

Toujours le R. H.

Par décision du préfet de police, plus de *vingt mille* employés de commerce à Paris ont fêté la Toussaint et le jour des Morts... en travaillant.

« Fête locale » déclarait le deuxième flic de France.

Le dimanche précédent, c'était déjà la même plaisanterie — et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne se renouvelle pas cinquante-deux fois par an.

Il nous paraît assez difficile d'admettre que « des réformes » de cet acabit soient à la fois autant de « réalisations » et de « préparations », comme le déclarent volontiers les théoriciens du *réformisme*. Tout au plus pouvons-nous y voir la mise en pratique d'un précepte, revu et corrigé à la manière bourgeoise : « Que votre main gauche *reprenne* ce qu'a donné votre main droite ! »

Cocasserie

Les bergers du troupeau catholique ont quelquefois de drôles d'idées.

Voici par exemple le Sarto du Vatican qui s'avise de faire célébrer une « messe de réparation pour les défunts spoliés par la loi de dévolution ».

Ça va leur faire une belle jambe assurément. Toutefois, on reste un peu rêveur en songeant que ces pauvres diables risquaient de perdre les faveurs de là-haut, parce qu'on ne *casquait* plus ici-bas pour le repos de leur âme !... Il faut croire que le Père éternel, docile comme ses ouailles à la loi capitaliste, tient une comptabilité non moius rigoureuse que celle des meilleurs établissements commerciaux.

Après tout, à la réflexion, ça ne paraît pas beaucoup plus ridicule que de voter des pensions de retraite pour les travailleurs morts...

Comme en France

Une des premières choses que fait le gouvernement « constitutionnel » de la Turquie, c'est de plagier sans façon les procédés électoraux de notre République — ou plus exactement, du « grand ministère de défense républicaine » immortalisé par les noms de Waldeck, de Millerand et de Galliffet.

Pour l'élection des délégués qui doivent nommer les députés, on a *remanié* des circonscriptions à seule fin d'écarter à peu près complètement l'élément grec de ce collège électoral. A Smyrne, on a fait inscrire « illégalement » plus de 18.000 électeurs turcs, etc...

On se souvient que c'est à des manœuvres du même genre que l'exploiteur Motte dut en 1902 son deuxième et dernier mandat législatif — sans parler des petits *fourbis* qui lui ont valu cette année la majorité dans le Conseil municipal de Roubaix.

Aux Balkans

Demandez la *Question d'Orient*, le cauchemar des diplomates, l'amusement des dirigeants, la sécurité des trafiquants!

Les événements qui se déroulent là-bas, nous prouvent une fois de plus l'instabilité des choses capitalistes — et aussi l'impuissance des gouvernements européens à trouver une solution qui puisse constituer une garantie sérieuse pour la paix du monde.

S'il ne s'agissait — comme le prétendent les journaux bien informés — que d'une question de religions ou de races, le problème serait relativement facile à résoudre. Ce qui le complique, au contraire, c'est l'antagonisme des intérêts ou plutôt des appétits financiers mis en jeu, qu'on ne peut ni ménager ni favoriser tout à la fois.

Dans ces conditions, faire appel à la « loyauté » des diverses chancelleries, conseiller la « clarté » dans les arrangements qui peuvent intervenir, ce serait aussi ridicule que de vouloir évangéliser des cambrioleurs qui se chamailleraient avant même le pillage d'une boutique.

Transformations économiques

Le développement rapide de la locomotion et des transports automobiles, va nécessiter des transformations considérables dans la construction des routes — et peut-être aussi des remaniements dans le tracé du réseau. En vue d'étudier la question, un congrès international s'est tenu à Paris.

Cette répercussion d'une découverte industrielle dans le domaine des travaux publics n'est assurément pas l'œuvre des socialistes : qui pourrait contester cependant qu'elle constitue une véritable *révolution* dans la vie économique du pays? Qui pourrait nier, d'autre part, que l'expertise et la conduite de travaux d'une telle importance ne sont possibles que *socialement ?...* Et pourtant, nul ne songe à traiter « d'utopistes » ceux qui nous donnent ces exemples d'organisation et de gestion *collectives*.

La seule différence est celle-ci : dans la société d'aujourd'hui, l'exécution du plan risque fort de donner lieu à toute une séquelle d'opérations plus ou moins panamiques : expropriations, pots-de-vin, spéculations, malfaçons et autres — tandis qu'en régime collectiviste, ces petits *fourbis* deviendraient impraticables, la société ne pouvant avoir aucun intérêt à se filouter elle-même.

Paul GRADOS.

NÉCROLOGIE

C'est avec un bien vif regret que nous avons appris le décès, survenu le 26 octobre dernier, de la citoyenne Rognon, épouse de notre ami Rognon, membre du Conseil national, secrétaire de la Fédération du Rhône et conseiller municipal de Lyon. Les obsèques ont eu lieu le mercredi 28 octobre au milieu d'une affluence considérable; plus de trois mille citoyennes et citoyens ont accompagné à sa dernière demeure celle qui fut toujours pour Rognon une compagne dévouée. La population formait la haie sur tout le parcours du cortège. On peut donc évaluer à plus de dix mille les citoyennes ou citoyens qui ont assisté aux funérailles. Celles-ci ont revêtu un caractère grandiose qui montre combien est grande la sympathie dont jouit le camarade Rognon.

Sur la tombe, le citoyen Herriot, maire de Lyon, a donné à Rognon l'assurance de son amitié personnelle et de l'estime du Conseil municipal. Voillot, au nom du Parti, a prononcé ensuite quelques paroles de regret et a assuré le citoyen Rognon de la douleur commune de tous les membres du Parti socialiste.

La rédaction du *Socialisme* adresse, en cette douloureuse circonstance, au camarade Rognon, l'assurance de sa sympathie fraternelle.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures

15, Rue Visconti. — PARIS-VI[e]

La Loi de 1884 et M. Viviani

Dans son discours, prononcé lors de l'interpellation sur la Confédération Générale du Travail, M. Viviani a fait allusion à l'opposition qui s'était élevée contre la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Il a dit textuellement :

« ... il n'est pas douteux qu'en 1882 et en 1883, quelques socialistes qui détenaient une certaine autorité sur le prolétariat ont, par exemple dans le journal le *Cri du Peuple*, mené contre la loi qui se discutait à la Chambre et au Sénat, une campagne tendant à faire croire que c'était une loi de police et à entretenir vis-à-vis d'elle une certaine méfiance dans le monde ouvrier. Il n'est pas douteux qu'ils auraient dû agir autrement ; on doit faire l'éducation de la classe ouvrière, même contre elle-même. »

Le Ministre du travail a, sans doute, voulu viser Guesde et ses amis ; il aurait pu citer des noms. C'eut été plus franc.

Il est très vrai que Guesde, en particulier, a dénoncé la loi de 1884 comme une loi de police n'ayant, à cette époque, qu'un but : empêcher les ouvriers de s'organiser sur le terrain politique, d'entrer dans le Parti ouvrier naissant. Dans le *Socialisme au jour le jour* de Guesde, on trouvera des articles qui mettent en garde les travailleurs et dévoilent les pièges qui leur sont tendus par la bourgeoisie.

Si M. Viviani avait mieux connu l'histoire de l'époque qui a précédé le vote de la loi de 1884, il se serait abstenu de dire des choses inutiles ou inexactes.

Avec la loi de 1884, les syndicats sont passés du régime de la tolérance à celui du droit. Mais dans quelles conditions ? Les syndicats sont obligés de faire connaître à la mairie ou à la préfecture de la Seine leurs statuts et le nom de leurs fondateurs ou administrateurs. En outre, ces derniers doivent être français et jouir de leurs droits civils. Les infractions à ces prescriptions sont punies d'une amende qui peut aller de 16 à 500 francs. En règle avec la loi, les syndicats ont, alors, le droit de ne s'occuper que de leurs intérêts écomiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Aussi, Guesde avait-il raison d'écrire, au moment du vote de cette loi :

« Pourvu qu'ils dénoncent à la police de la Commune ou de l'Etat, en même temps que le texte de leurs statuts, les noms de leurs administrateurs ou directeurs ; qu'ils ne se fassent administrer ou diriger que par des français jouissant de leurs droits civils et qu'ils ne se concertent — ou ne s'unissent entre eux — que dans la mesure où en aura été avisée une des deux polices susnommées, les syndicats, — sous la menace de 15 à 500 francs d'amende — auront désormais toute liberté pour s'occuper de leurs intérêts industriels, commerciaux ou agricoles. »

Les critiques de Guesde étaient — et sont — encore justifiées. Depuis que la loi fonctionne, on a souvent cité des cas d'ouvriers renvoyés par leurs patrons qui avaient appris, par l'entremise de la Mairie ou de la Préfecture de la Seine, qu'ils dirigeaient ou administraient un syndicat.

Ce n'est pas seulement parce que la loi de 1884 est une loi de police qu'elle a été dénoncée par les socialistes, par Guesde et ses amis. Au lendemain du Congrès de Marseille, de 1889, le mouvement socialiste s'est développé rapidement. A l'appel de Guesde, de Lafargue et d'autres militants, les travailleurs s'organisaient et poursuivaient la conquête du pouvoir politique. La Bourgeoisie fut effrayée. Afin de faire dévier le mouvement socialiste, la Bourgeoisie imagina la loi de 1884. En les enfermant dans leurs syndicats, elle pensait détourner de la politique, de la politique socialiste bien entendu, les ouvriers.

En de vigoureux articles Guesde exposa la tactique de nos adversaires :

« Du régime de la tolérance, remarqua-t-il, les syndicats ouvriers sont passés au régime du droit, depuis le vote concordant de ces deux moitiés du parlementarisme bourgeois qui sont le Palais-Bourbon et le Luxembourg.

« A-t-on même fait sonner assez haut, le progrès ainsi accompli ! Les groupements corporatifs reconnus, légalisés, c'était le prolétariat complètement et définitivement outillé pour la défense de ses intérêts. Que parlait-on encore de la conquête du pouvoir politique par les salariés constitués en parti de classe ? Inutile, un 89 ouvrier. Inutile, la reprise des moyens de production et leur socialisation ! Avec la nouvelle organisation ouvrière, il n'y avait pour les prolétaires qu'à s'entendre entre eux pour s'émanciper graduellement et pacifiquement. La question sociale était résolue. »

Au lendemain du vote de la loi, un homme politique qui existe encore aujourd'hui, M. Ribot, fit un discours au banquet annuel de la Société d'Economie politique de Lyon. M. Ribot se déclara partisan de la loi sur les syndicats professionnels que « le Parlement a bien fait de voter », mais à une condition, c'est que les ouvriers « s'éloignent du terrain politique sur lequel on veut les entraîner. »

Guesde souligna le discours de M. Ribot en ces termes :

« Qu'ils s'enferment dans leur cellule corporative pour y faire ce que bon leur semble — à la bonne heure ! Ils auront pour eux, non seulement M. Ribot et la Société d'Economie politique de Lyon, mais toute la classe bourgeoise qui sait que, comme salariés, dans le champ clos professionnel, quoi qu'ils tentent, les travailleurs sont battus d'avance et nécessairement. »

Mais la Bourgeoisie s'est grossièrement trompée ; elle n'a pu tenir les travailleurs exclusivement dans les lisières syndicales ou corporatives ; les travailleurs ont compris qu'il leur fallait mettre la main sur le pouvoir central s'ils voulaient enlever ses privilèges à la Bourgeoisie et se libérer.

Guesde et ses amis ont fait l'éducation de la classe ouvrière ; ils ont sagement agi en démontrant l'œuvre policière de la loi de 1884 et ce qu'attendaient nos adversaires de son application.

Ce n'est pas l'avis de M. Viviani, mais M. Viviani est ministre et son avis est intéressé, c'est-à-dire en désaccord avec la vérité.

Charles VÉRECQUE.

SIGNES PRÉCURSEURS

Les Congrès passent, et lassent quelquefois ; mais la question sociale reste. Le pays capitaliste par excellence est aujourd'hui en pleine crise, et il faut que les adversaires de la théorie catastrophique soient bien aveugles pour ne pas s'en rendre compte. Tout le Lancashire — du moins tout ce qui constitue économiquement le Lancashire, c'est-à-dire le tissage — est frappé d'immobilité. Le lock-out a été proclamé depuis six semaines par la Fédération des patrons, qui voulait imposer une réduction de 5 o/o sur les salaires ouvriers.

Depuis ce temps, le travail a cessé dans ce Lancashire, qui était jadis le centre du monde économique, au moment où Marx écrivait le premier volume du *Capital*. Jamais, depuis la guerre de sécession, qui a produit la famine du coton, on n'avait assisté à une telle crise, aussi bien du côté patronal que du côté ouvrier. On pourra s'en rendre compte si l'on songe que près d'un million de livres ont été perdus pour les salaires ouvriers et que la caisse de guerre des syndicats du tissage a déjà déboursé trois cent mille livres.

Il y a dans ce phénomène économique une force qui dépasse même les conceptions ouvrières ou patronales. Elle est au-dessus d'elles et elle les gouverne. Tout le nord de l'Angleterre souffre de cette crise et la durée du travail, avec diminution correspondante du salaire, a été restreinte aux trois quarts et quelquefois à la moitié du temps ordinaire. Les discussions qui ont eu lieu récemment à la Chambre des Communes au sujet des sans-travail ont montré que le gouvernement libéral n'est pas de force à surmonter la crise et qu'il n'a à proposer que les paliatifs ordinaires, travaux municipaux et autres qui, bien que pouvant réduire le nombre des sans-travail, ne fait que reporter à une époque plus tardive la grande question de la reddition des comptes.

Soupes populaires et municipales, souscriptions publiques, ne peuvent que jeter une goutte d'eau de secours dans cet océan de misère. A Blackburg, un écclésiastique a déclaré qu'il ne peut plus supporter la vue de ces hommes valides, capables de travail, en proie à la famine. A Burnley, autre centre ouvrier du Lancashire, les ouvriers se révoltent contre le comité organisateur de leur Union, en lui demandant des secours qu'il ne peut plus donner. Car la discorde est partout, aussi bien entre patrons et ouvriers, qu'entre ouvriers et comité syndical.

Contre cet état de choses, qui est d'autant plus lugubre qu'il se produit au commencement de l'hiver, le gouvernement anglais ne peut rien ; les libéraux espèrent que le temps viendra résoudre la question sociale et qu'un soudain relèvement des affaires procurera du travail aux ouvriers. Les deux fractions de la bourgeoisie anglaise, celle qui est au pouvoir et celle qui constitue l'opposition, se renvoient la balle et se déclarent incapables de lutter contre la misère grandissante. Le parti ouvrier indépendant a en vain demandé au gouvernement et à son représentant, John Burns, d'instituer une commission permanente chargée de parer au retour périodique du chômage ; non en leur donnant de l'argent, mais en fournissant du travail aux ouvriers. La question a été résolue par un vote de confiance en faveur du gouvernement qui n'a pas considéré que la question du chômage pût être discutée pendant deux séances du Parlement.

Pourtant, après ces discussions académiques, le problème de la misère reste à l'état aigu. Les paroles de l'Evangile peuvent s'appliquer au système capitaliste : « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous » ; des pauvres et des sans-travail, il s'en présentera toujours un grand nombre chaque hiver, et le gouvernement, qu'il soit conservateur ou qu'il soit libéral, se prétendra toujours surpris et débordé au moment de la crise. La crise elle-même finit, un jour ou l'autre, soit par l'émigration, soit par la disparition d'un grand nombre de sans-travail, et le parti qui est au pouvoir passe la main à l'opposition et l'invite, à son tour, à résoudre la question sociale.

Mais ce sera sur cette question du chômage qu'éclatera un jour la révolution sociale lorsque tous les moyens palliatifs auront été employés et trouvés vains. Déjà le grand moyen préservatif, de jadis, la grande ressource contre le chômage, ne peut plus s'employer en Angleterre. Comme Keir Hardie l'a très bien montré, des colonies comme le Canada ne veulent plus recevoir les émigrants qu'on leur envoie. Elles souffrent aussi du chômage et ne tiennent pas à voir augmenter par l'émigration le nombre toujours croissant des sans-travail qui leur sont envoyés par la métropole.

On voit donc que l'Angleterre reste toujours la terre classique du système capitaliste, précédant les autres pays dans l'évolution et parfois aussi dans la révolution. Car ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre est une phase du mouvement révolutionnaire à l'intérieur même du système. Ces lock-out monstres, aujourd'hui plus fréquents que les grèves, sont, en eux-mêmes, un système catastrophique. Ils laissent bien loin derrière eux les répressions policières francaises et les échauffourées, comme celle de Villeneuve-Saint-Georges.

G. BONNIER.

BATONS FLOTTANTS

J'en sais beaucoup de par le monde
A qui ceci conviendrait bien
De loin c'est quelque chose et de près ce n'est rien.

L'anarchie « Art nouveau » n'aura pas eu un bien long cycle. Les fils à papa, ainsi que les appelle fort peu gentiment, d'ailleurs, la C. G. T., sont plutôt furibards.

Rien ne va plus,

Oh ! il est bougrement en colère, le Père Duchesne.

A Toulouse, battus sans livrer bataille... Les jeunes espoirs ont plaqué comme de vulgaires suisses. Quel carnage ! Pour comble de guigne, dans le monde syndical, on en a plein le dos et on ne leur z'y envoie pas dire...,

Triste ! triste ! C'est à vous dégoûter, positivement, de souffler la révolte (c'est vrai que ça la souffle si mal...)

Mais alors que faire ? Où se réfugier ? Chez les ancêtres, les anarchos vieux jeu ? Imposeible, on ne peut s'établir chez le concurrent. Et puis, et puis, les fanatiques de la fausse monnaie et de l'estampage sont d'un cœur-à-cœur pour le moins embêtant.

Alors ?

Eh bien, on va créer, envers et contre tous, un nouveau parti, tout simplement. Ce n'est pas plus malin que ça. Encore fallait-il y penser !

MAUSSA.

L'Évolution économique et les Sabotiers ruraux

Quand l'on étudie les phases des divers phénomènes économiques qui se sont accomplis dans toutes les branches de la production, les moyens de transport et d'échanges, l'on se rend compte immédiatement de la centralisation capitaliste, et de la reconstitution, sous des formes nonvelles, des grandes propriétés seigneuriales de l'ancien régime avec tous leurs privilèges et toutes leurs iniquités.

Et que cette évolution du progrès — à rebours pour la classe ouvrière — a eu pour conséquence la ruine et la dépossession de toute l'artisannerie industrielle — hormis les sabotiers dont le mode de fabrication n'a pas varié — des petits messagers et petits commerçants, rejetés dans le prolétariat de plus en plus nombreux, et poussés par l'intérêt et la solidarité de classe à s'organiser pour la conquête de plus de « Bien-être » et de « Liberté ».

Ainsi s'explique le puissant « mouvement ouvrier syndicaliste et socialiste » dont les manifestations deviennent de plus en plus imposantes à mesure que le monde des victimes du travail asservi, grandit en force et en conscience. S'organiser, c'est-à-dire se grouper et s'unir pour la défense de ses intérêts moraux et matériels est, aujourd'hui, pour les travailleurs une nécessité de plus en plus impérieuse ; car l'ouvrier, le prolétaire — ou prêt à le devenir — seul et isolé se trouve aujourd'hui écrasé, réduit à l'impuissance et à la misère par des forces d'oppression supérieures, collectives et insaisissables — dans bien des cas — parce qu'inhérentes à la mauvaise organisation sociale actuelle — contre lesquelles on ne peut rien individuellement et sous lesquelles les petits succombent tôt ou tard.

Les sabotiers ruraux ne voudront pas rester en dehors de ce mouvement ouvrier, qui doit les intéresser au même titre que les salariés ; car, si leur travail est resté individuel et manuel comme à l'époque où tous les corps d'état étaient de même ; s'ils n'ont pas encore été absorbés par la grande industrie mécanique — comme le sont de plus en plus les galochiers — ils subissent quand même les dures conséquences de l'évolution économique au point de vue commercial, dans la vente de leurs produits.

Par ce côté de la situation générale de notre corporation, nous sommes bien obligés de reconnaître qu'il y a nécessité pour nous, comme pour l'ensemble du prolétariat, à rechercher à nous connaître tous, pour nous entendre et nous unir pour notre amélioration corporative.

Autrefois, avant que n'existât ni les chemins de fer ni les télégraphes et téléphones — ce qui a supprimé les distances — l'artisan sabotier des campagnes vendait lui-même le produit de son travail directement aux consommateurs, dans son propre milieu, à quelques lieues à la ronde seulement.

Il allait à la ville voisine, les jours de foires et marchés, avec une certaine quantité de paires de sabots, qu'il étalait orgueilleusement sur la place, les offrant aux acheteurs venus en foule.

Ces jours-là, les demoiselles et les femmes connaissaient bien le « bon sabotier » qui faisait le mieux les « bons et beaux petits sabots » qu'elles mettaient les jours de fêtes et les dimanches pour aller « à la messe ». Dans ce temps-là, les qualités professionnelles étaient une grande faveur qui vous recommandait aux clients et clientes, et faisait la fortune de ceux qui en était bien pourvus. Étant entendu qu'à cette époque, un « maître sabotier » était considéré comme un riche quand il arrivait à posséder quelques centaines « d'écus ». La concurrence n'existait alors qu'entre sabotiers d'un même pays et d'une même région. C'était à celui qui travaillerait le mieux pour avoir la préférence de la clientèle. Les bons sabotiers n'avaient jamais assez de sabots et la vente durait toute l'année, et, pour contenter tout le monde, ils étaient obligés d'acheter au moins favorisé d'entre eux des sabots dégrossis, qu'ils retouchaient, paraient et finissaient à leur manière. C'était « l'âge d'or » pour les sabotiers...

*
* *

Mais aujourd'hui ce « bon vieux temps » du commerce facile est bien passé, et, nos camarades qui vont encore sur les marchés et les foires pour vendre leur travail, s'aperçoivent bien que ça ne va plus comme au temps de nos grands-pères.

Maintenant ils ont contre eux, non seulement les chaussures et les galoches de tous genres, mais aussi les sabots de toutes les régions. Comme concurrents, ils n'ont pas seulement les sabotiers des alentours mais aussi les sabotiers de partout. Tous les marchands épiciers vendent des sabots et, à l'aide de leurs voitures, vont les offrir de porte en porte, obligés qu'ils sont de leur côté, de recourir au « chinage » pour lutter contre les entreprises des Debray et Caïffa, ayant à leur service une nuée de « pousses-pousses » qui sillonnent toutes les bourgades et tous les hameaux.

Outre qu'avec ce système, les foires et les marchés ont perdu de leur importance, les négociants en gros faisant le commerce de sabots en offrent à tous ces petits épiciers à vil prix, parce qu'ils ont su exploiter, avec profits, l'ignorance et la misère de nos camarades des grands centres de fabrication *qui n'ont pas encore su, jusqu'à ce jour, concilier leurs intérêts avec les progrès accomplis dans les moyens de transactions et de communications et qui nous permettent, aujourd'hui, de pouvoir nous organiser facilement.*

De sorte que nous voyons le sabotier auvergnat, bressan, comtois, lorrain ou picard, faire concurrence au sabotier du Bourbonnais, de la Bourgogne, de la Champagne ou du Gâtinais, etc., et cela sans même qu'ils s'en rendent compte. Et il en est de même pour toutes les régions ; les produits s'échangeant plus facilement aujourd'hui du Nord au Midi, et de l'Est à l'Ouest, qu'autrefois entre deux pays que quelques lieues séparaient seulement, alors que les chemins n'étaient pratiquables qu'à cheval ou à dos d'âne.

*
* *

Il est donc compréhensible que ces conditions nouvelles de travail et de vie aient modifié la mentalité des travailleurs du sabot. Et si, pour le moment du moins, ils n'ont pas à concevoir la nécessité du travail collectif et mécanique — car là où le mécanisme échoue les travailleurs ne sauraient réussir dans le régime actuel — il leur apparaît de plus en plus indispensable de s'organiser à leur tour sur le terrain commercial de la coopération et de créer, entre tous, par les syndicats et la Fédération, un lien indissoluble d'entente, pour porter un remède à cet état de chose qui ne saurait durer, sous peine de laisser notre corporation dans un état d'infériorité regrettable.

Louis Croisé.

Les leçons de Stuttgart

C'est le titre d'une brochure que vient de publier notre ami Henri de la Porte et qui sera une arme de plus pour notre propagande journalière, pour notre tâche de défrichement des cerveaux et surtout de redressement des erreurs et des systèmes monstrueux répandus par la Presse bourgeoise sur notre doctrine.

Amsterdam et Stuttgart ont été des dates à jamais historiques dans les annales du Socialisme international. L'un et l'autre Congrès ont fait s'évanouir les deux redoutables déviations dont notre Parti était menacé. Amsterdam a rejeté le réformisme et Stuttgart l'anarchisme. L'un fut l'inévitable complément de l'autre, tout comme l'anarchisme est le complément nécessaire du Réformisme. Mais justement pour cela, parce qu'ils ont écarté deux dangers qui menaçaient également l'émancipation ouvrière, ils ont été dénaturés et déformés par nos adversaires.

Stuttgart surtout a gêné énormément la bourgeoisie qui escomptait jouer l'anarchie comme la dernière carte de son jeu conservateur.

Mais si pour nous français, nous étions surtout intéressés aux débats sur le Militarisme et les Rapports entre le Parti et les Syndicats, il était d'autres problèmes qui se sont posés devant l'Internationale et qu'elle a résolus en s'inspirant de sa doctrine et de ses principes qui apparaissent aujourd'hui comme le fondement inébranlable sur lequel devra s'appuyer, s'il veut vivre, tout mouvement socialiste de quelque latitude qu'il vienne, et quel que soit le milieu dans lequel il se développe. Et du fait que c'est à la lueur de sa doctrine que l'Internationale a solutionné les questions particulières qui lui étaient présentées, il se trouve qu'il n'en est pas une, si secondaire qu'elle apparaisse au premier abord, d'où l'on ne puisse dégager sa tendance et ses principes généraux. Y eut-il d'ailleurs des problèmes secondaires discutés à Stuttgart? L'expression ne serait pas exacte. Il y a eu des problèmes qui se posaient avec plus ou moins d'intensité, avec plus ou moins d'actualité pour les différentes nations. Ce qui n'était pas urgent pour nous l'était pour d'autres et le sera demain ou après demain pour nous. Comment ne pas voir, par exemple, l'importance capitale et mondiale d'une question comme celle de l'émigration et de l'immigration? Si la France n'est ni un pays d'immigrés, ni un pays d'émigrés, qui oserait contester qu'elle ne peut demeurer indifférente à ce problème économique qui pour se poser dans d'autres régions n'en a pas moins une répercussion incalculable sur le marché mondial, l'un de ceux qui pouvant donner aux prolétaires la conception la plus nette de l'étroite communauté d'intérêts qui les lie tous par dessus les frontières.

On en peut dire autant du Colonialisme, du Suffrage des femmes. Ce sont là des sujets que nos militants ne sauraient ignorer et que H. de la Porte a traité d'après l'Internationale dans sa brochure en un style à la fois clair et agréable. Ils puiseront là des arguments nombreux pour leur lutte de tous les jours ; ils y trouveront aussi les moyens de répondre victorieusement aux calomnies bourgeoises qu'ils rencontrent à chaque instant sur leur route. En la faisant lire ils contribueront à éclairer les cerveaux ouvriers et à écarter de dangereuses confusions.

Il n'est pas de besogne plus urgente.

Charles DUMAS.

LE CONGRÈS DE MARSEILLE

Suite du compte-rendu

Quand Niel était monté à la tribune, Broutchoux lui avait demandé s'il allait parler au nom du gouvernement. Il s'était attiré cette réponse : « Je repousse l'injure venant d'un homme dont toute la vie est un mystère et une équivoque ». La riposte avait refroidi l'enthousiasme brouchtiste, et quand, le lendemain, ce fut au tour de Broutchoux de parler sur l'antipatriotisme, pour effacer la mauvaise impression produite, l'orateur compara la ligne droite de sa vie avec le parcours oblique suivi par les idées de Niel. Cette entrée en matière n'ayant eu aucun succès, Broutchoux se retourna vers Renard pour le féliciter narquoisement d'avoir, malgré son échec d'Amiens, défendu les rapports de la C. G. T. avec le Parti socialiste. Son succès ne fut pas plus vif. Il en fut autrement lorsque le compagnon reprit, avec moins de talent, mais plus de violence, la thèse antipatriotique de Jan-

vion. Les délégués anarchistes applaudirent bruyamment.

Avec Guérard, la discussion reprit son sérieux. Le secrétaire du Syndicat des Chemins de fer remit d'abord au point ce qui avait été dit concernant le referendum organisé par ce syndicat. 130 réponses ont été reçues. La grande majorité se prononcent contre l'intervention de l'armée dans les grèves, pour l'entente internationale contre la guerre, mais n'admettent pas que les questions patriotiques ou antipatriotiques soient traitées dans les syndicats. Répondant ensuite à Janvion, Guérard dit qu'il est inexact de prétendre que le patriotisme représente la défense du Capital, Se servant de l'argument de Guesde au Congrès de Nancy, l'orateur montre qu'après une guerre et malgré l'annexion, les propriétaires conservent leur propriété. En Alsace, la Compagnie des chemins de fer a reçu une indemnité énorme pour le réseau repris par les Allemands après 1870.

Après Guérard, il reste encore une vingtaine d'orateurs à entendre, mais comme on est à la veille de la clôture du Congrès, on se décide à nommer une Commission.

Cette Commission rapporte le lendemain deux motions, une pour la majorité anarchiste, l'autre, signée Guérard, Niel, Roche, Thil, Burgard, Jusserand, pour la minorité.

Voici la motion de la minorité :

« Le Congrès confédéral de Marseille rappelle la motion votée par le Congrès précédent d'Amiens, dont voici la conclusion :

« Le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, pensent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.

« Confirmant cette résolution adoptée pour éviter la désunion dans la classe ouvrière, et fidèle à l'article 1 des statuts de la C. G. T., le Congrès déclare que la question du patriotisme ou de l'antipatriotisme relève uniquement de la conscience individuelle.

« Convaincu que le rattachement des organisations syndicales par-dessus les frontières de tous les pays constitue une puissante garantie de paix, le Congrès déclare qu'il y a lieu de développer et de fortifier sans cesse le syndicalisme international, de façon à pouvoir, au premier péril de guerre, organiser dans tous les pays, et principalement dans les pays intéressés, une agitation intense, pour arriver à empêcher la déclaration de la guerre.

« Si cette déclaration ne peut être évitée, malgré les efforts du prolétariat international, l'attitude à prendre n'est plus de la compétence du syndicalisme.

« En ce qui concerne l'antimilitarisme, le Congrès affirme à nouveau la nécessité de poursuivre dans le pays, et particulièrement auprès des jeunes travailleurs, la propagande qui a pour objet de combattre l'intervention de l'armée dans les conflits qui peuvent surgir entre ouvriers et patrons.

« Guérard, Niel, Roche, Thil, Burgard, Jusserand, etc. »

La motion de la majorité est ainsi conçue :

« Le Congrès confédéral de Marseille, rappelant et précisant la décision d'Amiens :

« Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Etape et Villeneuve-Saint-Georges;

« Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs, le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière, et que dans les conflits entre le capital et le travail, ils aient pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs.

« Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste.

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale :

« Les travailleurs n'ont pas de patrie! »

« Qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications, le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.

« Ader, des Agricoles du Midi; Desplanques, Luquet, Merrheim, Février, Bruon, Garnery, etc.»

Cette dernière motion propose au Congrès de se tenir sur le terrain économique. Merrheim insiste à ce sujet et soutient que ladite motion ne traite pas la question anti-patriotique.

Mais Broutchoux intervient pour émettre un avis diamétralement opposé. Pour lui, la motion est pour la propagande antipatriotique dans le syndicat. La majorité l'applaudit encore et l'on vote.

La motion de la majorité est adoptée par 681 voix contre 424 et 43 bulletins blancs.

Cordier, au nom des mineurs, explique son abstention.

Les mineurs veulent rester sur le terrain économique; ils considèrent que le patriotisme et l'antipatriotisme relèvent de la conscience individuelle. La question n'a jamais été posée dans nos organisations, où elle n'a rien à faire. Un autre mot nous empêche de voter la motion de la majorité : le mot « révolutionnaire » ajouté à « grève générale ». L'esprit de notre résolution du congrès des mineurs de Denain est que la grève générale, pour empêcher la guerre devrait être internationale, c'est pourquoi nous nous abstenons.

(A suivre.)

Le Répertoire Capitaliste

Les causes de la cherté de la viande.

Les économistes nous avaient enseigné que les prix se réglaient admirablement par la loi de l'offre et de la demande. Il y avait là une « Harmonie préétablie » comme parle Bastiat. Et voilà qu'on se plaint de la cherté de la viande. La Fédération des Syndicats de la boucherie a trouvé les canses : l'augmentation de la consommation générale, la demande de plus en plus forte provenant des fabriques de conserves nécessaires à l'armée, à l'abatage des vaches en état de gestation et d'animaux trop jeunes.

Tout simplement, disent les économistes, la demande dépasse l'offre, — sans doute, mais tandis que vous argumentez, les ouvriers sont réduits à la portion congrue.

Ce que nous coûte l'étatisme.

Le ministre des travaux publics a signé l'arrangement réglant le rachat de l'Ouest. La « réserve spéciale » ou « domaine privé » de la Compagnie est la propriété des actionnaires qui vont avoir de ce chef à se partager 33.500.000 francs. En vertu de l'article 10 des Conventions de 1883, l'Etat racheteur doit continuer, jusqu'en 1956, aux actionnaires de l'Ouest leur dividende annuel de 11.550.000 francs qu'il aurait cessé de garantir en 1935 si le rachat n'avait pas été opéré. Coût : 242 millions 550.000 francs. Que racontait donc Rappoport ? Le rachat est très avantageux... pour les actionnaires.

La Crise économique.

Il paraît qu'elle va cesser. C'est le ministre Cruppi qui l'a dit dans son discours au salon du Mobilier. Comparant les importations et exportations pour les neuf premiers mois des années 1908 et 1907, il a constaté une diminution de 334.651.000 francs. Mais réjouissons-nous, le mois de septembre 1908 trahit au contraire une augmentation de plus de 50 millions sur le mois correspondant de 1907. Ce ministre serait-il naïf? Non, il sait bien qu'il y a d'autres créances et d'autres dettes internationales que les exportations et les importations : tels que les frais de transport, les intérêts des capitaux placés à l'étranger, les dépenses faites par les étrangers résidant dans un pays. Il sait qu'il ne faut pas exagérer l'importance du commerce international, qui ne représente qu'une fraction minime (évaluée à 5 % par les américains) du commerce intérieur. Et il sait bien surtout que la crise économique tient à notre régime anarchique.

Le Déficit pour le budget de 1909.

Le déficit pour le budget de 1909 est jusqu'ici de 77 millions. Durant les 12 mois qui restent, les 77 millions feront des petits. Pourquoi les contribuables paieront-ils ces sommes ? Pour les retraites ouvrières ? Non, pour les navires qui sautent à tout propos avec leurs canons et leurs équipages, pour faire tuer leurs enfants au Maroc. Fouillons nos bas de laine.

V. MAGE.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

La Chambre.

La Chambre discute, en ce moment, le Budget pour l'exercice 1909. La bourgeoisie, maîtresse du pouvoir, défend âprement ses privilèges de classe; c'est avec peine que nos amis lui arrachent quelques rares et maigres réformes. C'est ainsi que notre camarade Durre a fait adopter un projet de résolution invitant le gouvernement à déposer, dans le plus bref délai, un projet de loi réglementant la vente de la bière afin de reprimer les abus de certains grands brasseurs du Nord.

Est également adoptée, à mains levées, sur la proposition de M. Engerand, une résolution invitant le gouvernement à prévoir au Budget de 1910 les crédits suffisants pour porter à un chiffre égal à leur salaire moyen le taux de l'indemnité journalière accordée aux ouvrières des manufactures de l'Etat au moment de leurs couches. Dans la même séance, notre camarade Alexandre Blanc interpelle le ministre de l'Instruction publique à propos d'une circulaire qui interdit aux instituteurs d'exercer les fonctions de maire et d'adjoint. Il ne s'agit pas de la commune dans laquelle professe l'instituteur, mais des communes dans lesquelles, jusqu'à présent, étant électeur, l'instituteur était éligible au Conseil municipal et par conséquent susceptible d'exercer les fonctions de maire ou d'adjoint. Il paraît que cela est contraire à la loi de 1886 qui interdit aux instituteurs l'exercice de ces fonctions. C'est donc vingt-deux ans après le vote de la loi que le ministre de l'Instruction publique s'avise de l'appliquer et rédige une circulaire qui met les instituteurs, maires ou adjoints, en demeure d'opter entre leur fonction municipale ou celle d'instituteur.

Notre camarade Blanc n'a pas eu de peine à prouver qu'il ne s'agissait là que d'un acte politique de la nature de ceux que le ministère de réaction radicale accomplit tous les jours contre les petits fonctionnaires qui verront là une nouvelle preuve de malveillance et d'hostilité à leur égard. Après lui, M. Gheusi et notre camarade Varenne ont démontré que l'article 25 de la loi de 1886, derrière laquelle le ministre s'abritait, ne visait que les fonctions administratives rétribuées et, par conséquent, ne pouvait s'appliquer aux maires et adjoints des communes qui ne reçoivent pas d'émoluments. Malgré cela, la Chambre a voté l'ordre du jour pur et simple que réclamait le gouvernement par 462 voix contre 61.

Naturellement les Briand, Viviani et la plupart des indépendants du socialisme ont voté pour l'ordre du jour pur et simple, montrant une fois de plus combien peu ils se souciaient des intérêts des instituteurs.

Dans une autre séance, notre camarade Adrien Véber est intervenu dans la discussion sur le budget de l'instruction publique afin d'obtenir que les répétiteurs de lycées soient assimilés aux professeurs de collèges. Une résolution dans ce sens a déjà, sur sa proposition, été votée par la Chambre et le Sénat; il faudrait l'appliquer. Il a parlé aussi en faveur des répétiteurs de collèges dont la situation est lamentable; il a constate avec peine que le

nouveau budget ne contient aucun crédit pour améliorer leur sort. Le ministre prend l'engagement de faire quelque chose l'*année prochaine*. M. le ministre n'est pas pressé : il prend encore le même engagement, toujours pour l'année prochaine, vis-à-vis du petit personnel de l'Ecole normale supérieure, après une heureuse intervention de notre camarade Dejeante.

Alexandre Blanc, malgré son insistance, ne peut obtenir une augmentation de traitement en faveur du petit personnel de la Bibliothèque nationale, bien qu'il ait démontré à la Chambre que cette amélioration pouvait s'opérer sans grever le budget.

Varenne, qui demande que les surveillants d'internats, qui sont des étudiants pauvres, soient dispensés des droits d'inscription et d'examens, obtient une vague promesse du ministre. Notre camarade Thivrier a fait voter l'année dernière par la Chambre une résolution qui tendait à l'inscription d'un crédit au budget de l'Instruction publique pour indemniser de leurs frais les instituteurs et institutrices faisant partie des commissions d'examens du certificat d'études primaires. Malgré le vote de la Chambre, aucun crédit ne figure au budget pour cet objet. C'est comme chez le coiffeur : c'est demain que l'on rasera gratis.

Notre camarade Fiévet obtient, lui aussi, une promesse formelle du ministre en faveur d'une résolution tendant à doubler le nombre des bourses nationales d'enseignement primaire supérieur.

L'examen du budget de l'instruction publique est terminé; nos élus ont fait leur devoir, mais il n'apparaît guère que les radicaux, maîtres du pouvoir, soient disposés à faire le leur.

A. C.

Libérés!

Le gouvernement a fini par où il aurait dû commencer.

Devant la réprobation générale que soulevait le procès de Corbeil, il s'est décidé à faire relâcher les militants de la C. G. T., arrêtés au lendemain des incidents tragiques de Villeneuve-Saint-Georges.

Il a, par contre, maintenu sous les verrous quelques malheureux camarades pris dans la bagarre et dont la culpabilité n'est pas plus démontrée que celle des relaxés.

Si féroce que puisse être le jury de Seine-et-Oise, il ne voudra pas frapper les uns pour se venger des autres.

Impressions de voyage.

La mission ouvrière française qui s'est payé, aux frais de la République bourgeoise, un voyage d'études en Angleterre, a traduit par l'un de ses membres les impressions de ce voyage :

« Ce qui nous à frappé dans les syndicats anglais, c'est la discipline volontaire, l'unité. Nous avons vu les cotonniers en grève conserver un secrétaire hostile à la grève, les mineurs du Durham élever des statues à leurs grands secrétaires. On renverse rarement le bureau d'une trade-union. D'autre part, chacune a son président dont l'autorité est respectée. A chaque réunion, l'ordre est strictement maintenu par le président. Il nous a semblé que nos camarades anglais n'étaient pas toujours d'accord, mais leurs divisions ne se marquent ni par des violences de paroles, ni par du désordre dans les délibérations ».

A L'EXTÉRIEUR

Ils préparaient les grandes manœuvres !

A l'exposition d'Economie sociale Franco-Britannique les Syndicats anglais avaient envoyé des statistiques sur leur force numérique et des détails sur leur organisation intérieure. Quel admirable enseignement pour les militants syndicalistes ! La France n'était représentée que par la Fédération du Livre, la Métallurgie, le Textile.

Que faisaient donc nos autres syndicats ? Ils préparaient sans doute les grandes manœuvres.

Les syndicats et l'action politique.

Il y a deux ans, la question de savoir si la Fédération des mineurs anglais devait s'affilier au « Labour Party » avait fait l'objet d'un referendum et, à quelques milliers de voix de majorité, la corporation s'était prononcée contre l'affiliation à aucun parti politique.

Cependant, les événements se précipitèrent : les refus patronaux, les entraves judiciaires, les résistances du Parlement aux revendications ouvrières les plus légitimes, firent comprendre aux plus réfractaires la nécessité de renforcer l'action économique du prolétariat organisé dans les plus puissantes trade-unions, de la compléter par l'action parlementaire. Au dernier Congrès national des mineurs de la Grande-Bretagne, l'affiliation au « Labour Party » fut votée à une majorité énorme : une dépêche de Londres annonce qu'elle est aujourd'hui un fait accompli.

Les sans-travail anglais.

La semaine dernière, à la Chambre des Communes, une discussion extrêmement violente s'est élevée entre le citoyen Keir Hardie et le ministre John Burns, à propos des mesures proposées par le gouvernement anglais pour venir en aide aux ouvriers sans travail.

Le ministre proposait le vote d'un crédit d'assistance immédiate de 750.000 francs, et des dispositions réglant l'ouverture par les communes de travaux publics qui ne devaient être exécutés qu'au cours d'exercices ultérieurs.

M. Asquith, président du Conseil, intervint dans le débat pour reconnaître l'intensité de la crise de chômage et pour en affirmer le caractère passager.

Le citoyen Keir Hardie, estimant à 2.250.000 le chiffre des ouvriers ou manœuvres sans travail, et à 6.750.000 le nombre de victimes du chômage, en tenant compte des femmes et des enfants, s'est élevé contre l'extrême modicité des secours alloués. « Les lois, disait-il, ne pourvoyant pas aux besoins des sans-travail, il ne faut pas demander à ceux-ci d'obéir aux lois. S'il le faut, concluait-il, j'irai au milieu des travailleurs qui souffrent du froid et de la faim et je prendrai toute la responsabilité des conseils que je leur donnerai. »

La Presse Corporative

Les journaux des Fédérations ouvrières, qui paraissent pour la plupart mensuellement, s'occupent du Congrès de Marseille. Nous croyons intéressant de reproduire ici les impressions des délégués de ces Fédérations :

Dans le *Bulletin des Teinturiers-Dégraisseurs*, R. Montélimard écrit :

Quelques conseils utiles furent donnés aux turbulents irréfléchis qui forment la majorité du Comité confédéral. C'est ainsi que Renard, le secrétaire de la Fédération du Textile (une des plus importantes de la C. G. T.) déclara qu'il ne fallait plus être à la merci de quelques fous. De même, Latapie, secrétaire de la Fédération de la Métallurgie (Fédération ultra-révolutionnaire), conseilla également un peu plus de prudence à l'avenir. Mais ces conseils raisonnés ne faisaient pas l'affaire de la majorité des congressistes, qui trouvaient, eux, que tout avait été pour le mieux.

Ce que nous appelons échec est, pour eux, grand succès, et tous les mouvements révolutionnaires de la C. G. T. ont, paraît-il été de grandes victoires.

Cette majorité de congressistes montra du reste pendant toute la durée du Congrès une partialité grossière, à laquelle s'ajoutait un véritable estomac d'autruche, lui permettant de digérer les contradictions les plus abracadabrantes.

Quand des orateurs, opposés à la tactique d'action dirrrecte, prenaient la parole, ce n'était qu'interruptions et mêmes insultes. En vérité, je vous le dis, nos camarades libertaires sont des anges (à part qu'ils traitent de jésuites et de vendus tous ceux qui ne partagent pas leurs opinions), ce sont les plus braves camarades qui puissent exister.

Le plus grand débat du Congrès fut sans contredit la discussion sur l'attitude que devrait avoir la classe ouvrière en cas de guerre. Ah ! mes amis, quelle avalanche de discours ! Au dix-huitième, tout le monde cria : N'en jetez plus !

Sur les dix-huit discoureurs, quatorze avaient conclu en préconisant l'insurrection ou la grève générale révolutionnaire. Broutchoux et deux ou trois autres anarchos tenaient pour l'insurrection, mais certain Comité dit « le Nègre blanc » en avait décidé autrement, et Broutchoux dut se contenter d'une simple grève générale révolutionnaire. Encore que Sergent, le délégué des Typographes, vint déclarer qu'il était bien inutile de voter des grèves générales, puisque sur les 300.000 adhérents de la C. G. T., 20.000 à peine suivraient le mot d'ordre. Quel naïf que ce camarade ! Il ne sait donc pas que, pour nos libertaires, ce n'est pas la suite qui est donnée aux décisions qu'il faut regarder, c'est la façon de les... voter.

Les ultra-révolutionnaires sont donc sortis victorieux de ce Congrès, mais leur majorité paraît bien chancelante, c'est plutôt une majorité de réunion publique.

Dans l'*Ouvrier Céramiste*, Parvy élève une protestation contre le refus d'admission des Syndicats de la Céramique de Limoges au Congrès de Marseille :

Le Congrès décida que seul le Syndicat de la Céramique, pour lequel je ne possédais pas de mandat, serait accepté, avec les syndicats des hommes de feu, employés aux crématoires et moufletiers, trois organisations qui, logiquement, ne devraient n'en faire qu'une.

Et nous avons assisté à ce spectacle : huit syndicats qui existent légalement, qui ont présidé à la constitution de la C. G. T., au Congrès de Limoges, qui remplissent toutes les obligations, cotisent à leur Bourse du travail, à leur Fédération nationale et internationale de la Céramique, sont abonnés à la *Voix du Peuple*; nous avons assisté à ce spectacle, dis-je, de leur voir refuser l'entrée du Congrès.

De telle sorte que la Céramique de Limoges était représentée par trois syndicats qui ne comptent pas au total 200 membres, qui avaient droit à droit à trois voix, trois syndicats de camarades qui cuisent la porcelaine, alors que ceux qui la fabriquent, qui la décorent, au nombre de 1.500, répartis dans huit organisations, reliées par le Syndicat général, *qui jamais n'a donné d'adhésion à la C G. T.*, ont été refusés.

Je n'entends point rejeter la responsabilité de ce refus sur la totalité des délégués, car quelques-uns seulement prirent part au vote. Mais ce que je puis bien dire et ce que je crois fermement, c'est que c'est surtout un procès de tendance qu'on nous a fait.

Le délégué des Travailleurs municipaux au Congrès de Marseille, le camarade Roche, s'exprime comme suit, dans l'organe du Syndicat général de cette corporation, au sujet du vote sur la motion antimilitariste et antipatriote par 681 voix contre 421 et 43 blancs :

La majorité de 681 syndicats se trouve être inférieure au tiers des syndicats confédérés, qui sont au nombre de 2.400, dont 1,200 étaient représentés au Congrès. C'est donc en réalité, en tant qu'unités syndicales, une majorité des plus douteuses. Et, à ce sujet, exprimons le regret que les Chemins de fer, le Textile, le Livre et les Syndicats de municipaux aient été aussi peu représentés. Pour ces derniers seulement 10 syndicats sur 42 prenaient part aux travaux du Congrès.

Ces syndicats absents, presque tous de la minorité, sont donc responsables en partie de l'échec apparent de notre motion.

C'est, en effet, un échec apparent, car, en réalité, cette minorité de 421 voix syndicales représente dès maintenant la majorité des *syndiqués confédérés*. On ne peut oublier, en effet, que certains syndicats, notamment de Paris, comptaient pour « un » quoique comptant, comme nous, comme les groupes de Chemins de fer, comme la Section parisienne du Livre et tant d'autres, jusqu'à 3.000 et 4.000 adhérents.

C'est donc en réalité la *majorité des syndiqués de la C. G. T.* qui a été mise arbitrairement en minorité par suite d'une représentation faussée, et si l'on a dit par ailleurs que Marseille avait confirmé Amiens, on a oublié de dire que la superbe minorité des 421 est sortie triomphale de l'épreuve.

Oublie-t-on, en effet, que lorsqu'il s'agirait de mettre à exécution les décisions prises ou à prendre, ce seront les syndiqués et non les syndicats qui les exécuteront ?

Disons donc : « Bravo, Marseille ! », où les « sales réformistes » ont regimbé, ont secoué, malgré les injures, les quolibets et les menaces de minorités factieuses et bruyantes, le joug intransi-

geant qui croyait peser sur eux éternellement, et c'est plus nombreux et plus résolus que jamais que les syndicats doivent rentrer à la C. G. T. pour rendre accessible et tolérant à tous le grand organisme national ouvrier qui doit entraîner les masses à la libération.

De Burgard, dans la *Typographie Française*, organe de la Fédération du Livre :

Le Congrès de Marseille a porté au prolétariat un préjudice plus grand que dix années de piétinement. En divisant les militants, en jetant la discorde dans les organisations par la motion antimilitariste et antipatriotique, l'évolution et le développement normal du mouvement syndical ont été enrayés, ralentis. De travail utile, pratique, fécond il n'en pas été fait : le Congrès de Marseille, c'est le triomphe de l'anarchie, l'apothéose de Broutchoux.

De Tachel, dans l'*Ouvrier Chapelier* :

C'est comme le referendum, le fait d'être syndiqué, au milieu d'une foule d'exploités qui ne le sont pas, nous donne bien quelques droits à être consultés de temps à autre, lorsqu'il y a des questions d'ordre général à résoudre. Ce sont là des moyens d'éducation populaire, cela amènerait des discussions, on se passionnerait davantage pour ou contre les propositions, chacun prendrait ainsi la part de responsabilité qui lui incombe. Ce seraient là des manœuvres, de la gymnastique révolutionnaire qui auraient bien aussi leur valeur. Peut-être ne sommes-nous bons qu'à payer nos cotisations, c'est probablement ce que croient une bonne partie de nos permanents.

De l'*Ouvrier Gantier*, sous la signature de Verhaert :

A côté de l'esprit de cohésion syndicale, nos camarades bruxellois ont cette qualité, que nous voudrions tant voir se développer chez nos camarades français, d'être pénétrés de la nécessité de l'effort pécuniaire, sans lequel les revendications ouvrières n'ont pas grandes chances d'aboutir, et nous avons pu les voir après cette grève, qui fut pourtant un insuccès, s'imposer, pendant longtemps, une cotisation de *deux francs par semaine*, afin de se libérer d'une dette de 38.000 francs et d'entreprendre, en même temps, le relèvement de leur caisse de résistance. Après une victoire, ce geste aurait mérité d'être applaudi par le monde ouvrier; mais, après un échec, sa valeur était plus haute encore et il porte à croire que des vaincus aussi résolus ne sont pas loin d'être les vainqueurs.

La Presse Socialiste

De Ch. Vérecque, dans le *Travailleur du Nord* :

La résolution du Congrès de Toulouse semble quelque peu longue, imparfaite et incomplète, et si elle ne nous donne pas tout ce que nous désirions, tout ce que nous étions en droit d'attendre d'un Congrès socialiste, elle n'en est pas moins satisfaisante dans une certaine mesure.

Dans toutes ses parties, elle n'a pas la clarté suffisante, la précision nécessaire à la compréhension de la classe ouvrière, mais elle comporte cependant une obligation nettement affirmée qui nous intéresse grandement et dont, aujourd'hui, je veux dire un mot : il s'agit de la nécessité de conquérir le pouvoir politique et de se servir de de l'action électorale.

En débutant, la résolution déclare que le « Parti socialiste, parti de la classe ouvrière et de la révolution sociale, poursuit la conquête du pouvoir politique... », et elle affirme, eu terminant, qu'il « considère comme un devoir essentiel de ses militants de travailler, par l'action électorale, à accroître la puissance parlementaire et législative du socialisme ».

Il y a, dans ces passages, en même temps qu'un désaveu, un avertissement donné à ceux des nôtres qui, depuis trop longtemps, niaient le pouvoir politique et l'action électorale. Au moment où il essayait de définir son action, au moment où il discutait des choses que tout le monde devait savoir, le Parti socialiste n'a pas voulu aller au-delà d'un avertissement; il n'a pas cru devoir sévir contre qui que ce soit, contre des membres du Parti quels qu'ils soient.

Chacun de nous pourra interpréter comme il lui conviendra, les sentiments qui ont fait agir le Congrès, mais ce que chacun de nous devra reconnaître, c'est que la propagande anarchisante la propagande contre l'action politique du Parti ne pourra plus se produire sans qu'un terme y soit mis.

Le camarade E. Béylot écrit dans le *Travailleur du Centre* :

C'est parce que nous souhaitons que le journal dirigé par le citoyen Jaurès, *subventionné par les cotisants du Parti*, soit le journal exclusif des socialistes, que nous regrettons vivement que la proposition de notre ami Lucien Roland, tendant à faire nommer la rédaction de ce journal par le Conseil national, c'est-à-dire par le parti lui-même, n'ait pu venir en discussion.

On a discuté un rapport sur l'*Humanité*, absolument comme si le journal était notre organe officiel; on a fait appel à notre concours, à notre caisse, il me semble donc que nous avons acquis le droit de connaître notre rédaction.

Raisonnons : l'*Humanité* est-elle ou veut-elle être le journal du Parti? Si oui, comme en témoignent les 3.000 francs versés à la caisse du journal, c'est le parti lui-même qui doit présider à son administration et assurer sa rédaction comme il est fait pour le *Socialiste*. C'est le parti organisé, soit dans ses Congrès, soit par le Conseil national, qui doit nommer le Conseil d'administration et les rédacteurs. Ce n'est qu'à cette condition qu'un journal pourra devenir l'organe du Parti. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, on pourra frapper à notre caisse, faire appel au concours de tous les militants, le journal n'en restera pas moins d'une façon absolue à la discrétion d'une rédaction sur laquelle le parti n'aura qu'une action illusoire, puisqu'il laisse à d'autres le soin de la choisir.

C'est simple, c'est clair, c'est logique et conforme aux principes directeurs de notre Parti. La proposition de Lucien Roland valait donc la peine de retenir l'attention du Congrès puisqu'il s'agissait de doter le socialisme d'une arme d'autant plus forte qu'elle eût été forgée par le parti lui-même.

Espérons que c'est dans ce sens que sera mandaté, par notre Conseil fédéral, le délégué qui aura pour mission de poser la question au prochain Conseil national.

De Aimé Piton, dans l'*Ouvrier Vosgien* :

Je viens de résumer brièvement les travaux du Congrès.

Le Parti socialiste, en fortifiant son unité et en précisant son action, fera disparaître le malaise qui paralysait son développement. Sous le couvert du Parti, les propagandes les plus incohérentes avaient pu se poursuivre, déconsidérant ainsi devant l'opinion publique le socialisme même.

De tels errements sont maintenant impossibles. Ceux qui ont l'esprit trop étroit pour concevoir la possibilité de combiner l'action économique directe, syndicale et coopérative avec l'action politique, électorale et parlementaire, les métaphysiciens et aatres coupeurs de cheveux en quatre n'ont plus qu'à se livrer, en dehors du Parti, à leurs petits jeux inoffensifs.

Par contre, tous les travailleurs se doivent de rejoindre les rangs socialisies pour conquérir des améliorations immédiates et préparer, par leur organisation et leur action sur tous les terrains, la société de demain où le travail affranchi de la servitude capitaliste deviendra le seul et unique souverain.

Vient de paraître :

LES LEÇONS DE STUTTGART

Congrès socialiste international de 1907

Par Henri DE LA PORTE

Prix **25** centimes

Une élégante brochure in-8°

Prix par quantités :

Franco. — Les 10 : 2 fr. 25. — Les 25 : 5 francs.
Les 50 : 10 francs. — Les 100 : 18 francs.

En vente dans nos Bureaux.

EN VENTE

AUX BUREAUX DU " SOCIALISME "

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE

Vincent CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés ; Bilan des Compagnies d'assurances ; bénéfices réalisés parces Compagnies ; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à **0** fr. **10** (**6** fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.

LES DOCVMENTS DV PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin
Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : " Le mouvement ouvrier international ", rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. — **10** francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. — Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : **MARAUSSAN**

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.
Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial desV.L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Le Gérant : MERCY.

La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII°
Administrateur-Délégué : L. MIOT.